

années subséquentes de la guerre. Le Parlement peut être sûr que, si notre politique doit avoir pour effet de préserver nos ressources dans toute la mesure admissible et de pratiquer toutes les économies possibles à l'égard des crédits déjà votés, nous ne réaliserons pas ce programme de manière à aggraver le chômage et à retarder la prompte expansion de la production et du revenu national.

Finalement, nous devons tenir compte de la somme de 100 millions de dollars que nous avons demandé au Parlement de voter afin de pourvoir aux dépenses spéciales nécessitées par l'état de guerre qui existe présentement.

Compte tenu de cette somme, nous estimons pour l'instant que nos dépenses de guerre formeront un total approximatif de 651 millions de dollars, non compris les deux postes de dépenses capitalisées et les pertes additionnelles qui pourront résulter de la vente du blé. Si nous déduisons de cette somme le montant estimatif de 495 millions que j'ai indiqué pour nos recettes totales de l'année, nous constatons qu'il y aura un déficit probable de 156 millions, à l'exclusion des deux postes déjà mentionnés. Etant donné l'importance de cette somme et de celles que, si la guerre se poursuit, nous aurons peut-être à nous procurer au cours des années à venir, et vu les effets considérables que pourront exercer sur notre économie les méthodes particulières qui pourront être suivies, il convient que je discute brièvement le problème général des finances de guerre avant d'annoncer les propositions concrètes que j'ai à soumettre.

Tout d'abord, on me permettra de signaler le fait que, à quelque méthode que nous recourions pour solder les frais de la guerre, que ce soit au moyen d'impôts, d'emprunts ou d'inflation, nous ne saurions nous libérer des frais réels que le conflit occasionnera. Par frais réels, j'entends les denrées et les services dont il nous faudra faire le sacrifice à même notre production courante afin de répondre aux besoins de la guerre. Il nous faudra utiliser une énorme quantité de matériaux et mettre à l'œuvre plusieurs milliers de travailleurs pour produire les denrées alimentaires, le matériel et les munitions employés par ceux qui devront abandonner leurs occupations du temps de paix pour des fins de défense. Afin de supprimer la menace de l'hislérisme, nous devons être prêts à sacrifier ce que l'utilisation de ces matériaux et le travail de ces ouvriers nous auraient rapporté autrement, au point de vue du bien-être et de la sécurité de notre existence. S'il nous faut occuper une forte partie de notre main-d'œuvre à la fabrication de canons et de matériel de guerre, il va falloir que nous nous passions de ce qui aurait été produit, au lieu de cela, en temps de paix.

[L'hon. M. Ilsley.]

Nous pourrions, toutefois, alléger le fardeau que comporte ce sacrifice réel en accroissant notre embauchage et notre production. Dans la mesure où nous pourrions mettre nos chômeurs à l'ouvrage et faire servir à la fabrication de matériel de guerre notre outillage actuellement inutilisé, nous aurons à détourner moins de ressources de leur utilisation normale. Dans bien des cas, nous devrions peut-être occuper à des travaux de guerre des ouvriers spécialisés et un outillage particulier que nous employons déjà, mais nous pourrions réduire les frais réels que cela comportera si nous pouvons les remplacer, dans leur travail normal, par une main-d'œuvre un peu moins spécialisée ou par un outillage un peu moins perfectionné qui sont peut-être inutilisées en ce moment. Nous pourrions réduire encore davantage les frais en formant plus d'ouvriers spécialisés, en recourant à une meilleure organisation et en utilisant plus efficacement toutes nos ressources. Non seulement les conditions nées de la guerre exigent-elles l'utilisation entière de nos ressources en outillage et en capital humain, mais il est probable qu'elles rendront aussi cette utilisation possible. Nos besoins urgents et ceux de nos alliés en approvisionnement de toutes sortes, ainsi que la volonté d'un peuple unissant ses forces pour remporter la victoire, donneront, même au prix d'un enrégimentement qui pourrait ne pas être acceptable à un pays démocratique en temps de paix, l'impulsion qui a manqué à l'expansion de la production et des placements d'immobilisation, au cours des années d'incertitude et de crainte que nous venons de traverser.

Rappelons-nous à ce sujet avec quelle célérité les entreprises canadiennes surent, lors de la dernière guerre, répondre à nos propres besoins et à ceux des pays alliés. La capacité productive de nos industries s'augmenta rapidement et lors de la période d'activité intense, le tiers de nos établissements industriels livraient des commandes de guerre aux autres pays. De même les demandes urgentes de vivres, de métaux et de minéraux de la part des gouvernements alliés constituèrent un puissant stimulant pour l'agriculture et l'industrie minière. Nos exportations s'accroissent énormément, passant de 432 millions de dollars en 1914 à 1,540 millions de dollars en 1918. Pour leur part, les exportations d'obus et d'explosifs, furent portées, d'un chiffre de quelques millions de dollars au début de la guerre, à 390 millions de dollars en 1917 et, pendant toute la durée de la guerre, la valeur globale des obus et des explosifs expédiés outre-mer s'est chiffrée à près d'un milliard de dollars. La nouvelle abondance de ressources et de capacité productive créée au Canada par les exigences du conflit contribua de